

Audition détonante de l'ancien Haut-commissaire à l'énergie atomique



[Source : contrepunts.org]

Par Michel Gay

L'audition du Haut-commissaire à l'énergie atomique souligne magistralement l'absence totale de vision à long terme des dirigeants politiques français.

[NDLR Ou la volonté de ces dirigeants de détruire la nation française pour faire de la France une simple région de l'UE, peut-être juste bonne pour le tourisme historiquement révisé et une agriculture industrielle contrôlée.]

Note du rédacteur (NDR) : cette audition d'un haut fonctionnaire de l'État souligne magistralement l'absence totale de vision à long terme des dirigeants politiques français dans le domaine essentiel de l'énergie, et les lourdes fautes commises.

Extraits du préambule de l'audition (40 mn sur 2 h 26), dont le compte rendu écrit officiel est ici, de Yves Bréchet, ancien Haut-commissaire à l'énergie atomique, membre de l'Académie des sciences, le 29 novembre 2022 devant la commission parlementaire sur la souveraineté et l'indépendance énergétique de la France.

compte-rendu-senat-Yves-BrechetTélécharger

Quelle est la fonction du Haut-commissaire ?

[...]

Il est essentiel de comprendre que c'est un poste de conseil sans pouvoir décisionnel, le pouvoir de décision restant entre les mains de l'administrateur général (du CEA) seul.

[...]

Les rapports étaient systématiquement remis en mains propres aux conseillers techniques que je rencontrais une fois par trimestre en tête-à-tête pour leur en exprimer le contenu. Je me considère pleinement engagé par ce qu'ils contiennent. Ce qui en a été fait, ou plutôt ce qui n'en a pas été fait est de la responsabilité des décideurs qui ont été destinataires de ces documents.

[...]

Le programme nucléaire français a été décidé politiquement et mis en œuvre industriellement par un État stratège dans une situation de crise menaçant la souveraineté énergétique du pays. La clé de voûte de cette stratégie a été identifiée dès les années 1970, c'était la filière à neutrons rapides qui permettait le moment venu de requalifier les déchets en ressources et d'assurer l'indépendance du pays en termes de ressource en uranium.

On a alors un nucléaire durable qui n'utilise aucune ressource naturelle, par définition épuisable, et résout la question des déchets. Un système circulaire pratiquement parfait à émission de gaz à effet de serre pratiquement nulle.

Transition d'un État stratège vers un État bavard

Dans cette situation de crise au moins aussi importante, la crise climatique, et malgré des discours apparemment volontaristes pour la combattre, l'État français peine à assumer ce qui est un atout qui lui donne une électricité à 90 % décarbonée (j'ai écrit ça en 2020). Il vient de prendre une décision lourde de conséquences en abandonnant la filière à neutrons rapides au moment même où de grands États impliqués dans le nucléaire comme la Russie ou la Chine, et maintenant les États-Unis, accélèrent leur développement.

Cette décision faisant suite à une série de renoncements concernant le parc électronucléaire est emblématique de la disparition de l'État stratège en matière énergétique et de la transition d'un État stratège vers un État bavard. Elle est aussi révélatrice d'une désinformation continue concernant cette filière, désinformation acceptée par l'État quand elle n'est pas organisée par lui.

Stupidité ou cynisme ?

La question des ressources en uranium est résolue par la technologie des neutrons rapides et de la fermeture du cycle qui permettent à la fois d'utiliser l'uranium appauvri et de maintenir le bilan en plutonium.

Et enfin, cette filière à neutrons rapides où la France était pionnière vient d'être abandonnée en 2018 par une décision à courte vue qui restera dans l'histoire comme un modèle de stupidité ou de cynisme.

Il est donc important de comprendre comment la cohérence d'une stratégie

industrielle a cédé la place à l'opportunisme d'une stratégie de communication.

Le retour sur l'historique de la filière et sur les difficultés industrielles rencontrées permet de mieux comprendre la situation actuelle.

Le déploiement de la filière industrielle dans les années 1970 à la suite du choc pétrolier s'est appuyé sur :

- une décision politique, le plan Messmer,
- un choix stratégique, la filière à eau pressurisée,
- une stratégie industrielle, la structuration de la filière depuis le combustible jusqu'à l'aval du cycle.

En 20 ans, 58 réacteurs ont été construits plaçant la France en tête des nations industrielles de l'énergie nucléaire. Avec un retour d'expérience en matière d'efficacité industrielle et de sûreté inégalé de par le monde et reconnu comme tel.

N'avoir pas construit de réacteurs pendant les 20 ans qui ont suivi a conduit à une perte de compétence industrielle, à une dégradation de l'outil de production, à un délitement du tissu des sous-traitants dont nous payons aujourd'hui le prix.

La gestion de l'intermittence des ENR et leur déploiement massif conjugué avec la perte de capacité pilotable, plusieurs fois signalés par l'ASN, conduisent à une dépendance grave vis-à-vis du gaz au niveau européen qui présente un risque géopolitique grave. L'histoire récente nous en donne la preuve.

Le prix à payer

Le prix à payer pour ces erreurs historiques sera lourd :

- La destruction, à l'heure même de l'urgence climatique, de ce qui a été un fleuron industriel du pays et qui constitue un de ses meilleurs atouts dans la lutte contre le dérèglement climatique,
- l'absence de stratégie claire dans le domaine électronucléaire en ce qui concerne le remplacement du parc,
- le sacrifice d'outils industriels amortis et au fonctionnement sûr,
- la confusion entretenue dans la lutte contre le réchauffement climatique qui suppose une décarbonation de notre énergie,
- le manque de lucidité sur les liens organiques entre la dissuasion et la propulsion et les technologies industrielles du civil,

Ces erreurs relèvent au mieux de l'ignorance, au pire de l'idéologie.

[...]

Nucléaire : une composante majeure et durable

En effet, n'en déplaise à certains, le rééquilibrage du mix énergétique ne contient pas l'engagement d'une sortie à plus ou moins long terme du nucléaire.

Et en tout état de cause, une telle option ne pourrait pas être décidée implicitement par la force des choses et l'enchaînement des décisions.

La compréhension de la volonté présidentielle est la suivante : le nucléaire est une composante majeure et durable du mix électrique français et le débat actuel porte sur l'évolution de la part de cette composante dans le mix énergétique et le calendrier de cette évolution.

Il en ressort que la France restera encore longtemps un grand pays nucléaire, même à 50 % de son mix énergétique.

[...]

Cependant, l'utilisation même modérée du nucléaire impose de fermer le cycle (*NDR : du combustible*), sauf à laisser la filière nucléaire s'étouffer sous ses propres déchets. Ne pas fermer le cycle condamnerait à terme le nucléaire dans notre pays.

Fermer cette option sans le dire forcerait la décision politique de façon malhonnête en donnant de facto au nucléaire un statut de transition.

Garder l'option de fermeture du cycle laisse au contraire possible l'usage du nucléaire dans la proportion de ce qui sera nécessaire car à tout moment le flux de matière entrant et sortant sera équilibré sans accumulation comme c'est le cas actuellement pour les déchets non ultimes.

Ne pas fermer le cycle c'est rendre le nucléaire non viable parce que non durable. C'est tout simplement irresponsable et c'est politiquement indéfendable car on prive le politique d'une marge de manœuvre et de facto on décide à sa place.

Finalement que ce point de vue de l'arrêt des études sur la fermeture du cycle soit un calcul comptable à court terme, une méconnaissance de l'ensemble du problème énergétique ou une mise en cause de la société industrielle m'est indifférent. Ce qui est bien plus grave dans cette fin programmée du nucléaire, c'est une manière inadmissible de piéger le politique pour le forcer ensuite à une seule décision possible.

[...]

La clé d'un nucléaire durable

Last but not least, l'argument de pouvoir développer une filière qui valorise 70 ans d'investissement du contribuable dans laquelle la France a une avance avérée est un argument de plus qui est plausible si on pense que le nucléaire a un avenir dans le monde. Et je rappelle qu'il y a quand même 200 centrales en construction ou programmées en ce moment. Ce qui n'est pas rien.

Mais cela suppose une filière nucléaire en France remise au carré avec des dirigeants disposant d'une vraie stratégie et qui ne se bornent pas à équilibrer des lignes ou à faire des annonces médiatiques.

Voilà les informations auxquelles les décideurs politiques avaient accès. Et quand bien même ils n'auraient pas lu ou fait lire les rapports détaillés qui avaient précédés et que leurs conseillers techniques avaient eu en main, il est très important de comprendre que la filière à neutrons rapides est la clé de la fermeture du cycle qui est lui-même la clé d'un nucléaire durable et indépendant en termes de ressources. À ce titre, c'est un outil de souveraineté nationale du point de vue énergétique et du point de vue industriel.

Et de façon liée, la capacité industrielle à construire dans la durée des réacteurs nucléaires est essentielle pour répondre au besoin industriel de la propulsion nucléaire et donc à la crédibilité de la dissuasion.

C'est donc aussi un outil essentiel pour la souveraineté nationale au sens militaire.

Et comme outil de souveraineté, il est indispensable de penser les collaborations internationales éventuelles sur ce sujet dans le cadre de leurs implications géopolitiques. Ce qui est précisément ce que faisait la collaboration avec le Japon.

L'abandon de la filière et l'arrêt d'Astrid est plus qu'une erreur, c'est une faute grave.

Espérons que nous saurons rattraper l'erreur sans en commettre de plus graves encore en termes d'abandon de souveraineté. Comme le disait cruellement Jonathan Swift :

« Pourquoi espérer qu'ils puissent écouter des conseils quand ils ne sont même pas capables d'entendre des avertissements ».

[...]

Une ignorance stupéfiante

La propension à considérer que les technologies en développement (l'hydrogène

comme vecteur énergétique, les *smart-grids*) peuvent être, en situation d'urgence climatique, des technologies à déployer massivement dans l'instant témoigne d'une méconnaissance profonde des délais de développement. Quand on doit répondre à une urgence, on se doit d'utiliser en priorité des technologies déjà disponibles. Et l'urgence climatique est patente depuis au moins dix ans.

Inversement, la procrastination sur toutes les décisions concernant le nucléaire, la politique d'annonce dans l'attente de décisions concrètes de mise en chantier, montrent une ignorance stupéfiante de l'inertie intrinsèque des industries lourdes, et de la nécessité d'une vision stable à long terme pour conserver au bon niveau l'outil industriel.

L'incapacité à penser l'ensemble d'un système énergétique conduit à des PPE (*NDR : Programmation pluriannuelle de l'énergie*) qui sont un collier de perles gadget au moment où on aurait besoin d'un câble robuste.

Ces constatations sont autant de signes que l'analyse scientifique et technique a déserté les rouages décisionnels de l'État sur ces sujets.

Votre commission peut et doit rechercher les responsables du désastre mais la situation est trop grave pour se contenter d'un coup de comm' en faisant venir tel ou tel star. Au-delà des anciens ministres que vous pouvez auditionner pour le fun, en étant à peu près sûr de n'avoir que des effets de manches, c'est dans les structures des cabinets et de la haute administration qui sont sensés analyser les dossiers pour instruire la décision politique qu'il faut chercher les rouages de la machine infernale qui détruit mécaniquement notre souveraineté énergétique et industrielle.

En ce qui concerne la politique nucléaire :

- Pourquoi en 6 ans de mandat et malgré mes demandes réitérées je n'ai vu se tenir le Comité à l'énergie atomique que deux fois et une seule fois dans sa configuration légale alors qu'il aurait dû être réuni chaque année (ce qui a été le cas pour la version défense) ?
- Pourquoi est-il rarissime d'avoir un retour sur un rapport technique ?
- Pourquoi tant de rapports (comme le rapport d'Escatha-Collet Billon par exemple) disparaissent-ils sans laisser de trace ?
- Pourquoi les avis réitérés de l'Académie des sciences et de l'Académie des technologies sont-ils reçus dans un silence poli ?

Ces dysfonctionnements ont des causes profondes

La première, c'est malheureusement je dois le dire, l'inculture scientifique et technique de notre classe politique. Dans la génération qui a reconstruit le pays, les élèves de l'ENA recevaient un cours de Louis Armand, arrière-

grand-père de votre rapporteur, sur les sciences et les technologies de la France industrielle. Ça ne faisait pas d'eux des ingénieurs, ça leur donnait la mesure du problème. Et cette connaissance les rendait beaucoup plus efficaces que des ingénieurs n'ayant d'ingénieurs que le titre.

La seconde est le rôle des conseillers techniques dans les cabinets ministériels. Quel que soit le prestige de leurs diplômes, ils se retrouvent à conseiller, sur des sujets qu'ils ne maîtrisent généralement pas, un ministre qui ne se pose même pas la question. Leur premier sujet sera trop souvent de ne dire à leur ministre que ce qu'il a envie d'entendre pour ne pas nuire à leur carrière à venir. Il n'est guère surprenant que lesdits conseillers n'aient qu'un enthousiasme limité à réunir un Comité à l'énergie atomique qui aurait tôt fait de mettre à jour leurs lacunes.

[...]

La souveraineté énergétique

La souveraineté énergétique c'est pour moi la capacité à fournir au pays, citoyens et industriels, les quantités et les puissances nécessaires en ayant la maîtrise des technologies permettant de le faire et en ne dépendant, en termes de ressources, que de pays alliés et diversifiés.

La notion de souveraineté industrielle est hélas une découverte récente dans les instances gouvernementales. En six ans de fonction, je n'ai JAMAIS entendu ce mot en dehors du secteur de la défense. Chaque fois que l'ai prononcé, je me suis heurté à un mur d'indifférence.

[...]

Les instances gouvernementales que j'ai servies, malgré des avertissements répétés, n'avaient pas la souveraineté et la dépendance énergétique dans leurs priorités. Le suivisme vis-à-vis de la politique énergétique de nos voisins allemands était total.

Le CEA a défendu des positions visant à assurer la viabilité du nucléaire en maintenant les compétences dans la physique des réacteurs, la physicochimie du combustible, les technologies du démantèlement, la gestion des déchets et en continuant la politique de fermeture du cycle nucléaire ; et c'était le sens du projet Astrid.

[...]

Un canard sans tête

La politique énergétique du pays a été décidée par un canard sans tête. La chaîne de décision publique est désastreuse. Malgré des requêtes répétées, je n'ai jamais, jamais, vu examiné de façon quantitative l'impact des décisions prises sur le bilan CO₂ du pays, pas plus que sur sa souveraineté. En termes

de politique énergétique, j'ai vu l'exact opposé du travail qui était, dans le même temps, effectué aux États-Unis à l'époque de Barrack Obama ou au Royaume-Uni. L'analyse scientifique des dossiers était systématiquement ignorée, broyée par un effet de cour au service des gouvernants plus qu'au service du pays.

[...]

Faute de soutien gouvernemental, les grands projets ont été essentiellement au niveau des études scientifiques sur la physique des cœurs, sur l'analyse d'accidents graves.

[...]

L'arrêt du programme Astrid a été pris au plus haut niveau de l'exécutif, président de la République et Premier ministre. Toutes les informations étaient disponibles et ont été sciemment ignorées. Je ne sais pas si c'est pour des raisons budgétaires (faire un investissement dont l'utilité se fera sentir d'ici une ou deux décennies) ou si c'est une raison idéologique (pari de pouvoir sortir du nucléaire et donc inutilité du nucléaire durable).

Dans le premier cas, c'est un raisonnement de chef comptable qui n'est pas à la hauteur de politiques devant avoir une vision à long terme.

Dans le second cas, c'est de l'inconscience de sauter d'un avion en pariant qu'on aura tricoté en cours de chute le parachute qui évitera de s'écraser au sol.

Quelle que soit la cause de cette décision, elle relève pour moi d'une faute historique grave contre les intérêts de notre pays, d'une destruction de souveraineté énergétique patente puisque les réacteurs à neutrons rapides en brûlant les 300 000 tonnes d'uranium enrichi (?) (appauvri ?) nous auraient assuré des siècles d'indépendance énergétique.

[...]

Le nucléaire reste encore un atout

La filière électronucléaire française reste un atout du pays. En héritage de décennies d'investissement, les compétences scientifiques et techniques demeurent au CEA, à EDF, à Framatome, à Orano. Quand ces compétences sont mobilisées dans un contexte où l'outil industriel est fiable et la réglementation est stable (en Chine, au Royaume-Uni), nous voyons que l'atout industriel existe encore et il est au bon niveau.

On doit toutefois admettre que les tergiversations multiples des gouvernements successifs dans la politique nucléaire ont grandement endommagé la réputation de la France comme partenaire fiable (mais dont on peut encore pomper les compétences...).

En ce qui concerne l'industrie nucléaire à l'export, les pays qui gagnent sur les marchés internationaux sont ceux qui sont fortement soutenus par leurs États : Corée du sud, Russie, Chine et aujourd'hui les États-Unis.

Le drame de l'électronucléaire français qui est techniquement solide quand il est associé à un tissu industriel mobilisé est lié à trois facteurs :

1. La perte du tissu industriel depuis une trentaine d'années qui s'accompagne aussi de la perte de compétence dans la gestion des très grands projets. Ce sont des pertes dont nous n'avons pas fini de voir les conséquences et cela dans de nombreux secteurs.
2. L'absence de politique claire depuis des années et la multiplication de discours non suivis d'actions concrètes. Le contraste avec le Plan Messmer est cruel. Tant qu'il n'y aura pas de politique claire avec des engagements clairs et concrets dans la durée, le domaine restera en dessous de ce qu'il doit être.
3. La conjonction de flottements décisionnels, des politiques pusillanimes, des dirigeants d'entreprise qui ont peur de leur ombre et de froisser le prince et des autorités de sûreté démultipliées qui voient leur travail de qualité entravé par des communications intempestives, tout cela rend extrêmement difficile une politique industrielle et énergétique rationnelle et conduit à mettre hors service au pire moment des outils industriels qui pourraient remplir leur fonction de façon tout à fait sûr.

Les atouts restants du nucléaire français peuvent encore et doivent encore contribuer à la souveraineté industrielle et énergétique du pays.

Mais cela suppose, et j'espère que votre commission pourra faire passer ce message, que l'on prenne enfin le taureau par les cornes :

1. En prenant conscience du caractère essentiel de l'énergie et de l'atout que nous avons en main et en cessant de le sacrifier à une soumission sans discernement à des intérêts qui ne sont pas les nôtres.
2. En comprenant enfin la temporalité des actions. On répond aux exigences du jour avec des technologies disponibles, on prépare l'avenir par la recherche, on réalise aujourd'hui par des investissements qui ont été décidés ou réalisés hier.
3. En instruisant correctement les dossiers, indépendamment des effets de cour et des idéologies.
4. Enfin, en nommant aux postes clés des personnes compétentes et courageuse ayant le sens du bien public. Ce sont des Marcel Boiteux, des Michel Hugues, des Jean-Claude Leny, des André Giraud et des Robert Dautray qu'il faut mettre aux manettes. Je suis persuadé qu'ils existent encore mais on ne les trouve pas courbés dans les ministères ou pliés dans les valises des compagnons de route.

NDR : Voilà des vérités « rugueuses » émanant d'un grand serviteur de l'État. Elles mettent en exergue l'absence totale de vision à long terme de nos politiques dans le domaine essentiel de l'énergie pour notre pays et les lourdes fautes commises dans les prises de décisions capitales pour notre outil nucléaire. Chaque citoyen est responsable de ses actes. Il peut être mis en cause par la justice et condamné.

Et les politiques ?